## Par e-mail:

https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2023/11/10/contamination-deseaux-aux-pfas-les-ministres-maron-van-den-brandt-morreale-et-tellier-avaient-ete-alertes-par-la-flandre-des-mars-2022-R7QGRJDQFZGHTNU4O5YAQZKPAI/

Contamination des eaux aux PFAS : les ministres Maron, Van den Brandt, Morreale et Tellier avaient été alertés par la Flandre dès mars 2022

12 000 Hennuyers ont bu pendant un an et demi une eau contaminée aux PFAS, une substance très toxique. Les autorités politiques et administratives étaient informées d'une contamination de l'eau dans le Hainaut. En atteste ces courrier de la ministre flamande Zuhal Demir (N-VA) que nous avons pu consulter.

Gauvain Dos Santos

• Publié le 10-11-2023

Les habitants de 12 villages hennuyers ont consommé à leur insu une eau contaminée à ces composants toxiques pendant près d'un an et demi, entre octobre 2021 et mars 2023. Il s'agit d'un niveau cinq fois supérieur à la dose tolérable fixée par l'Autorité européenne de la sécurité des aliments. Environ 12 000 personnes seraient concernées, selon la RTBF.

Il apparaît que les autorités politiques et les administrations responsables étaient informées de l'existence de cette pollution, une contamination si toxique qu'il est aujourd'hui demandé aux habitants des communes concernées de ne pas consommer des œufs et des légumes produits localement.

Au début de l'année 2023, la ministre flamande de l'Environnement Zuhal Demir (N-VA) a envoyé à deux reprises un courrier aux ministres wallons et bruxellois pour les informer de cette contamination. Le courrier a été envoyé aux bruxellois Alain Maron (Climat, Ecolo) et Elke Van den Brandt (Mobilité, Groen), Christie Morreale (Action sociale, PS) et Céline Tellier (Environnement, Ecolo).

Les courriers les informaient que les eaux arrivant en Flandre et importées via la ville de Halle faisaient l'objet d'une contamination locale à première vue problématique. Un premier courrier a été envoyé le 30 mars 2022

## Premier rappel le 30 janvier 2023

Un peu moins d'un an après, le 30 janvier 2023, Zuhal Demir recontacte les ministres. Dans le courrier que nous avons pu consulter, la ministre rappelle qu'en mars 2022, elle avait "suggéré aux ministres Tellier et Maron de prévoir des consultations régulières sur les niveaux de PFAS dans l'eau potable, en ce qui concerne la qualité de l'eau potable et les problèmes interrégionaux".

"Dans cette lettre, j'avais déjà mentionné que les valeurs consultatives de PFAS pour l'eau potable n'étaient pas toujours respectées dans les zones où la Flandre importe de l'eau potable depuis les autres régions", indique la lettre.

"Malheureusement, un récent rapport montre que l'eau potable de Halle, fournie par Vivaqua, contient des valeurs de PFAS nettement supérieures aux valeurs sanitaires de l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments, NdlR), mais aussi nettement supérieures aux futures normes européennes de la directive renforcée sur l'eau potable de l'Union européenne."

## Second rappel début novembre

Début novembre, le cabinet Demir renvoie un courrier à ses homologues wallons et bruxellois. Se référant aux précédentes lettres du 30 mars 2022 et du 30 janvier 2023 concernant la fourniture d'eau potable contenant des PFAS aux sociétés flamandes de distribution d'eau, la ministre prie les responsables politiques de l'informer "de l'état de la recherche sur les niveaux de PFAS dans le système d'eau wallon et bruxellois pour la production d'eau potable".

Après la diffusion du reportage de la RTBF, la ministre de l'Environnement Céline Tellier (Ecolo) a communiqué vouloir apporter aux populations touchées "toutes les informations dont ils ont besoin". La ministre écologiste a précisé avoir "initié des contacts envers les bourgmestres concernés" et également "décidé de convoquer la Société wallonne des eaux (SWDE) pour faire toute la lumière sur le processus de communication qui semble avoir manqué à l'époque".

Manifestement, le processus de communication avait en réalité déjà cafouillé au niveau politique.

Suite aux révélations faisant état de contamination, les habitants des communes les plus touchées n'ont pas caché leur colère face à l'absence de communication des pouvoirs publics sur une réalité aussi grave qui a sans doute mis leur santé en danger.

Ces nouveaux éléments ne peuvent que leur donner raison.